



LEMIAG

WEBMANAGERCENTER.COM - HEBDO N° 239 DU 10 JUILLET 2025 - 4,90 DINARS



FESTIVALS

EDITO

Les trois fronts d'une même exigence

ECONOMIE

Quand les chiffres rassurent... mais la réalité inquiète

FESTIVALS

Une révolution discrète mais profonde

C'EST UNE MG!



Cyberster



LEMMAG

WEBMANAGERCENTER.COM - HEBDO N° 239 DU 10 JUILLET 2025 - 4,90 DINARS

WMC Editions Numériques

Société éditrice : IMG sa

ADRESSE

Rue Lac Victoria-
Rés.Flamingo les Berges du
Lac - Tunis

Tél. : (+216) 71 962 775

(+216) 71 962 617

(+216) 21 18 18 18

Fax : (+216) 71 962 429

Email : img@planet.tn

webmanagercenter.com

DIRECTEUR PUBLICATION

Hechmi AMMAR

RÉDACTEURS EN CHEF

Amel BelHadj Ali

Talal Bahoury

REDACTION

Ali DRISS

Khmaies KRIMI

Hajer KRIMI

Sarra BOUDALI

PHOTOS

Anis MILII

INFOGRAPHIE

Hela AMMAR

DIRECTION COMMERCIALE

Meryem BEN NASR

ADMINISTRATION

Raja Bsaies

Walid Zanouni

FINANCE

Mohamed El Ayed

Prix : 4,90 Dinars

Abonnement annuel : 200 DT

01

A LA UNE

Budget, Inflation, investissement : les trois fronts d'une même exigence

Inflation en Tunisie : quand les chiffres rassurent... mais la réalité inquiète

02

ECO-FINANCE

IDE : que révèle le rapport de la CnuCED sur la Tunisie ?

Accord d'association Tunisie - UE : Trente ans après sa signature, le bilan serait « globalement positif »

03

SECTEURS

Ain Draham : La région retrouvera-t-elle son âge d'or touristique ?

04

SOCIETE

Pourquoi privilégier le 'Consommer Tunisien' est-il devenu un enjeu vital?

Logement en Tunisie : Pourquoi faut-il bloquer les loyers ?

05

CULTURE

LIVRE - "Sous les Voûtes Sacrées" : un ouvrage de Faouzi Mahfoudh sur les lieux de culte de la Tunisie médiévale

06

FESTIVALS

FIH 2025 : 36 spectacles pour une édition sous le signe des "Continuous Vibes"

FIFAK 2025, programme et dates clés du Festival international du film amateur

نجاح حرفائنا هو نجاحنا

أكثر من 900 000 حريف
نرافقوهم في رحلة نجاحهم



Budget, Inflation, investissement |

Les trois fronts d'une même exigence



La Tunisie traverse une zone de turbulences où les chiffres, les récits officiels et le vécu des citoyens évoluent souvent en parallèle, sans jamais vraiment se croiser. À l'heure où s'amorcent les préparatifs du budget 2026, trois signaux forts illustrent les tensions persistantes de notre paysage économique : un rejet historique de la clôture budgétaire de 2022, une inflation qui recule sur le papier mais continue d'appauvrir les ménages, et un désengagement inquiétant des investisseurs étrangers. Trois symptômes, une seule urgence : restaurer la cohérence entre politique publique, vérité économique et confiance sociale.

Commençons par cette première historique : la commission des finances du Parlement a osé refuser d'entériner la clôture du budget 2022. Un acte politique fort, qui rompt avec des décennies

de silence complice autour de cette étape cruciale mais occultée. La clôture budgétaire, bien plus qu'une formalité, est l'unique occasion de mesurer l'efficacité réelle de l'action publique. Elle devrait être un temps fort du débat démocratique. Son rejet est un signal d'alarme lancé aux gestionnaires publics : l'ère de l'impunité comptable est révolue.

Dans le même temps, l'inflation semble baisser selon l'INS, mais les Tunisiens n'en ressentent aucun répit. Le paradoxe est cruel : les prix des produits essentiels continuent de grimper, le pouvoir d'achat s'effondre, et la consommation se contracte. Le quotidien, lui, ne connaît pas de désinflation. Cette dissociation entre indicateurs statistiques et réalité vécue interroge la méthode, la transparence, et in fine, la crédibilité des institutions économiques.

Troisième alerte : la chute des investissements directs étrangers. Le dernier rapport de la CnuCED est sévère. Il pointe une attractivité en recul, un climat des affaires trop complexe, et un manque d'ambition réformatrice. La Tunisie, autrefois considérée comme une porte d'entrée stratégique vers l'Afrique, voit aujourd'hui son potentiel affaibli par des blocages internes et un manque de projection internationale.

Ces trois constats convergent vers une même exigence : celle de la reddition des comptes, de la lisibilité des politiques publiques, et de la reconquête de la confiance. Il ne suffit plus de promettre, il faut prouver. Il ne suffit plus de planifier, il faut évaluer. Et surtout, il ne suffit plus de parler d'équité, il faut la traduire concrètement dans les budgets, les prix, les emplois et les choix d'investissement.

Dans cette Tunisie en quête de souffle, c'est peut-être à travers l'examen sincère du passé budgétaire, la révision courageuse des outils statistiques et la refondation intelligente des partenariats économiques que pourra émerger un cap nouveau. Moins d'opacité, plus d'efficacité. Moins de discours, plus de résultats.

— La Rédaction



C'est plus sérieux

**Naviguez en toute sécurité
avec notre contrat**

Un ensemble de garanties pour vous sécuriser :

- La protection contre les dommages causés au bateau assuré:
Pertes et avaries, Incendie, tempête, vol...
- L'assurance de votre responsabilité civile pour les dommages corporels et matériels causés aux tiers
- Le remboursement des frais de retraitement, de recherche d'assistance et de sauvetage
- La garantie individuelle personnes embarquées
- La protection contre les pertes et dommages causés aux mobiliers, objets et effets personnels
- Le transport par voie terrestre.
- La possibilité d'octroi d'une couverture pour navigation en dehors des eaux territoriales Tunisiennes.

**"GLOBALE EMBARCATION
DE PLAISANCE"**

COMPAGNIE MÉDITERRANÉENNE D'ASSURANCES ET DE RÉASSURANCES
Siège Social : Imm. COMAR - Av. H.Bourguiba 1001 Tunis
www.comar.tn

Budget |

La clôture des budgets est aussi importante que leur discussion



La commission parlementaire des finances et du budget vient de créer l'évènement. Elle a refusé d'entériner, comme cela a été le cas depuis l'accès du pays à l'indépendance, le projet de loi relatif à la clôture du budget de l'Etat 2022. La clôture du

budget étant l'ultime étape du processus de gestion du budget annuel de l'Etat. Cette étape, qui intervient après trois autres étapes (élaboration par l'exécutif, adoption par le Parlement et exécution par le gouvernement), est une sorte d'évaluation du

budget.

C'est la plus importante étape en ce sens où elle vérifie si les objectifs budgétaires fixés ont été atteints ou non. En plus clair encore, elle contrôle si les prévisions du budget correspondent ou non aux dépenses programmées et exécutées.



« La clôture du budget devrait faire l'objet d'un débat parlementaire aussi important que le marathon budgétaire traditionnel. »

Les vertus de la clôture du budget

Perçue dans ce sens, logiquement, la clôture du budget devrait faire l'objet d'un débat parlementaire aussi important que le marathon budgétaire traditionnel des mois de novembre et décembre de chaque année. Il s'agit d'en analyser le contenu et d'y détecter les injustices et les abus. L'objectif est de faire pression sur les gouvernants pour les amener à rendre compte aux populations et contribuer à plus d'équité dans la répartition et la mise à exécution des budgets.

Elle permet aux responsables de l'exécutif de s'expliquer, en public, sur la manière dont l'argent public a été utilisé et surtout s'il a été dépensé pour atteindre l'objectif pour lequel il a été programmé.

Du temps des régimes autoritaires de Bourguiba, de Ben Ali et des islamistes (troïka), cette étape était délibérément occultée, voire passée sous silence. Elle

ne faisait l'objet d'aucun débat parlementaire. Seule une dépêche insipide de quatre lignes diffusée par l'Agence officielle Tunis Afrique presse (TAP) informait généralement l'opinion publique que le budget de l'Etat a été clôturé.

Du temps des dictatures, la clôture du Budget était un secret d'Etat

Même les médias, à défaut de moyens d'investigation et de maîtrise de l'outil budgétaire, n'ont jamais accordé de l'intérêt à cette étape qui est souvent accompagnée par un rapport d'évaluation du budget élaboré par une des meilleures institutions de contrôle de l'Etat, la Cour des Comptes. Ce rapport, truffé d'informations exclusives sur les dépassements et les abus des hauts cadres de l'Etat en charge de l'exécution du budget (ministres, secrétaires d'Etat, directeurs généraux, premiers responsables d'offices et d'établissements publics, gouverneurs ...), est généralement classé, de fait, comme un «secret d'Etat».

Conséquence : en l'absence de véritable contre-pouvoir pouvant leur demander des comptes et forts de l'impunité que leur conférait les régimes clientélistes d'antan, ces hauts cadres manœuvraient le budget selon leur humeur, intérêt et alliances avec

les lobbys. Il le gérait comme un butin à partager entre proches et clients du régime.

Même les consultations locales, régionales et sectorielles organisées à la veille de l'adoption du budget ce ne sont que des mises en scène de mauvaise facture. Le dernier mot revient toujours à ces hauts cadres dont les plus influents et les plus perniciose nichent au ministère des finances et au premier ministère.



« Le rapport de la Cour des Comptes, truffé d'informations exclusives, est généralement classé comme un "secret d'Etat". »

Les dégâts sont énormes

Résultat : d'importants pans de la société, particulièrement, dans les zones enclavées sont privés d'équipements collectifs. De grands projets structurants sont suspendus ou bloqués. Les domaines de l'Etat sont pillés en toute impunité...

Et même le degré minimal de développement réalisé jusque là, il n'était pas pérenne. Il permettait



« Le rejet provisoire du projet de loi portant clôture du budget 2022 constitue non seulement une première mais également un tournant.»

juste à la population de survivre. Dans les régions, les gouverneurs s'ingénient à faire profiter les chefs lieux des gouvernorats de l'essentiel du budget et à en exclure les délégations et localités.

C'est pour toutes ces raisons, nous pensons que le rejet provisoire du projet de loi portant clôture du budget 2022, constitue non seulement une première mais également un tournant dans la gestion du budget.

Il intervient dans le sillage de la réforme de la Constitution de 2022 et surtout de la création du Conseil national des régions et des districts (CNRD). Et pour cause. Selon la loi qui régit cette chambre haute, une des missions principales du CNRD consiste, justement, à veiller à la transparence de l'exécution du budget de l'Etat et à sa répartition équitable entre les localités et

les tunisiens partout où ils se trouvent.

Néanmoins, cette noble mission impartie au CNRD n'est pas suffisante. Elle gagnerait à être renforcée par une autre ambition nationale: la diffusion, à grande échelle « d'une culture du résultat » chez les gestionnaires publics et par l'amélioration de la reddition des comptes. L'ultime but étant de conférer aux interventions des structures publiques l'efficacité requise dans le respect de la loi, l'intégrité et la transparence. A bon entendeur.

Abou SARRA

TUNISIENS RÉSIDENTS À L'ÉTRANGER

**À chaque pas
Tounessna
avec toi**



Pour en savoir +



**Engagés
avec vous**

TOUS RÉUNIS AUTOUR
D'UNE MÊME PASSION



100 000
PROFESSIONNELS

1 400
EXPOSANTS &
MARQUES



EQUIP AUTO
LE SALON INTERNATIONAL DES
PROFESSIONNELS DE L'AUTOMOBILE



**DEMANDEZ VOTRE
BADGE D'ACCÈS**



CONTACT

CCITF/PROMOSALONS TUNISIE • T. +216 31 31 78 78 | ons.charni@ccitf.org

14-18 OCTOBRE 2025 • PARIS EXPO PORTE DE VERSAILLES

equipauto.com

#equipauto in X f @ d y

Un salon de *Keyros*

fiev

FFC

COMEXPOSIUM

Organisé par EQUIP'AUTO SAS

Inflation en Tunisie |

Quand les chiffres rassurent... mais la réalité inquiète



Le recul officiel de l'inflation ne se traduit pas dans le quotidien des Tunisiens. Derrière les statistiques, une consommation en

chute libre, des produits de base hors de prix, et une Banque centrale qui refuse d'associer sa politique monétaire. Aucune relation de

cause à effet lorsque nous voyons l'inflation baisser, mais le pouvoir d'achat des Tunisiens reculer.

Selon les dernières données de l'Institut national de la statistique (INS), l'inflation poursuit sa baisse. Un signal a priori rassurant dans un contexte économique tendu. Pourtant, ce recul apparent des prix est largement contredit par la perception des consommateurs. Dans les marchés, les rayons des supermarchés, ou encore chez les prestataires de services, le sentiment dominant est sans équivoque : la vie devient chaque mois plus chère. Derrière ce paradoxe se cache une réalité plus complexe. Les Tunisiens ne consomment plus comme avant. Ils diminuent, rognent, renoncent. Le panier de consommation réelle s'est contracté, laissant place à une forme invisible d'appauvrissement généralisé.



« Le recul officiel de l'inflation ne se traduit pas dans le quotidien des Tunisiens. »

Des hausses ciblées sur les produits essentiels

Les chiffres détaillés de l'INS viennent nuancer l'annonce d'un recul de l'inflation. En glissement annuel, les prix des produits alimentaires ont augmenté de 6,7 %. Certains produits ont connu des flambées spectaculaires :

légumes frais (+25,3 %), fruits frais (+22,8 %), viande d'agneau (+19,8 %) ou poisson frais (+10,8 %). À l'inverse, les huiles alimentaires ont baissé de 22,2 %, tout comme les œufs (-5,1 %), mais ces produits ne suffisent pas à alléger le panier global. Les produits manufacturés ne sont pas en reste, avec une hausse annuelle de 5,2 %, tirée par l'habillement (+9,4 %) et les produits d'entretien courant (+4,9 %). Quant aux services, ils ont augmenté de 4,6 %, notamment dans les restaurants, cafés et hôtels (+10,8 %).

Ce constat pose une question de fond : si l'inflation baisse, comment expliquer l'explosion du prix des produits de première nécessité ? La réponse pourrait bien résider dans une transformation silencieuse des habitudes de consommation. Une part croissante de la population ne mange plus de viande rouge, limite sa consommation de fruits, se passe de poisson ou réduit les soins médicaux. Non pas par choix, mais par nécessité.

Un indice des prix à interroger

Ce décalage entre la statistique et le vécu conduit à s'interroger sur la méthodologie adoptée par l'INS. Quelle base de calcul est utilisée pour l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) ? Reflète-t-il réellement le panier moyen des ménages en 2025 ?

Les prix pris en compte sont-ils les plus bas, les plus hauts, ou les moyennes nationales ? Le panier de référence a-t-il été actualisé pour correspondre aux nouvelles habitudes imposées par la crise du pouvoir d'achat ? Ces questions ne sont pas anodines. Elles touchent à la crédibilité même des institutions chargées de produire les indicateurs macroéconomiques. Sans transparence méthodologique, les données perdent leur pouvoir explicatif. Pire : elles alimentent un sentiment de déconnexion croissant entre les discours officiels et la réalité du terrain.



« Une part croissante de la population ne mange plus de viande rouge, limite sa consommation de fruits, se passe de poisson ou réduit les soins médicaux. Non pas par choix, mais par nécessité. »

Un taux directeur sous tension

Autre sujet d'incompréhension : la Banque Centrale de Tunisie (BCT) refuse toujours d'abaisser son taux directeur, malgré le reflux

apparent de l'inflation. Cette position suscite des critiques de plus en plus vives chez les économistes et observateurs de la vie économique. Moktar Lamari, économiste tunisien sis au Canada, va plus loin. Il estime que les chiffres de l'inflation sont « majorés artificiellement » de 75 à 200 points de base, et que l'inflation réelle se situerait plutôt autour de 4 %, et non de 5,5 %. Il plaide pour une baisse immédiate du taux directeur de 100 points de base. Pourquoi ? Pour au moins deux raisons : d'abord parce que l'inflation tunisienne est essentiellement importée et suit donc la tendance mondiale ; ensuite, parce que maintenir un taux élevé pénalise lourdement l'investissement privé et le crédit à la consommation.

Pression politique et besoin de relance

Du côté politique aussi, le ton se durcit. Inspiré par les exemples américains ou européens, il y a des appels à une baisse substantielle des taux. Selon des sources proches du pouvoir exécutif, l'idée fait son chemin. Il s'agit de relâcher la pression monétaire pour stimuler la relance. Dans le contexte présent, les préparatifs du budget 2026 nécessitent une mobilisation accrue des liquidités, aussi bien publiques que privées. L'Europe a déjà abaissé ses taux directeurs de manière significative, rendant

l'argent moins cher. Par effet de balancier, la Tunisie risque de rester à contre-courant si elle ne réagit pas rapidement. Le coût du crédit reste un frein majeur à l'investissement productif et à la consommation intérieure, deux leviers essentiels de la croissance.



« Sans transparence méthodologique, les données perdent leur pouvoir explicatif. »

Vers un sursaut de cohérence et de confiance ?

Ce débat sur l'inflation et les taux d'intérêt dépassent les chiffres. Il révèle une crise de confiance plus profonde entre les institutions économiques et les citoyens.

Il est urgent de réconcilier les données officielles avec la réalité vécue. Cela passe par une révision des outils statistiques, une meilleure communication sur les choix méthodologiques, et une politique monétaire cohérente avec les besoins du pays. Mais tout n'est pas figé. Des voix s'élèvent, les débats s'ouvrent, et les comparaisons internationales offrent des pistes concrètes. Si la Tunisie parvient à conjuguer rigueur méthodologique, courage politique et écoute des réalités sociales, elle peut encore transformer ce moment d'inquiétude en opportunité de réforme. Car derrière les tensions du moment se dessine peut-être une chance de repartir sur des bases plus justes, plus transparentes, et plus solidaires.

Amel Belhadj Ali

en bref

- L'**inflation officielle** baisse en Tunisie, mais le pouvoir d'achat des citoyens se dégrade.
- Malgré les statistiques, les **prix** des produits essentiels comme les légumes et la viande augmentent fortement.
- Cette situation conduit les ménages à réduire drastiquement leur consommation.
- La **méthodologie de calcul** de l'Indice des Prix à la Consommation est remise en question.
- La **Banque Centrale de Tunisie** est sous pression pour abaisser son taux directeur, jugé trop élevé.
- Un **réalignement des politiques économiques** avec la réalité sociale est crucial pour restaurer la confiance.



Membre du Jury

**GRANDS PRIX DE L'INNOVATION
AUTOMOBILE**



EQUIP AUTO

PARIS 14-18 Octobre 2025

IDE |

Que révèle le rapport de la Cnuced sur la Tunisie ?



La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (Cnuced) a publié, récemment, un rapport accablant sur la politique d'investissement en

Tunisie. Dans ce document, l'agence onusienne spécialisée dans les tendances des flux d'investissement direct étranger (IDE) dans le monde revient sur le cadre juridique, régle-

mentaire et institutionnel relatif à l'investissement en Tunisie. Elle y émet des recommandations visant à améliorer l'attractivité du site Tunisie pour les investisseurs étrangers.

Potentiel réel, attractivité en recul
Le rapport rappelle néanmoins le potentiel productif important dont jouit le site Tunisie de par sa position géographique stratégique, son économie diversifiée et sa main-d'œuvre qualifiée. Il estime que des réformes structurelles sont nécessaires pour renforcer son attractivité.



« Les IDE dépassent régulièrement 1 milliard de dollars avant 2015; ils plafonnent à 700 millions depuis 2020. »

Les chiffres : une tendance à la baisse

Selon la CnuCED, le taux d'investissement (public et privé) en Tunisie s'est replié aux alentours de 16 % du PIB durant la période 2020-2024, contre 19,3 % en 2016. La CnuCED ajoute que « les IDE qui dépassent régulièrement 1 milliard de dollars annuellement entre 2006 et 2015, se sont contractés à environ 700 millions de dollars par an depuis 2020 ».

Par secteur, les IDE mobilisés

ont profité principalement à l'industrie manufacturière exportatrice (plus de la moitié des IDE durant la période 2020-2023). En revanche, les segments à forte valeur ajoutée (haute technologie) restent peu développés.

Conséquences économiques et sociales

Ce trend baissier des IDE a freiné la croissance économique du pays (taux de croissance moyen de 2,2 % sur 2004-2022, contre 5,5 % en moyenne pour les pays à revenu intermédiaire). Il s'est traduit, également, par un chômage structurellement élevé (15 % en 2023) ainsi qu'une prévalence de l'économie informelle (entre 27 et 49 % de l'emploi et près de 35 % du PIB selon la CnuCED).

Comparaison régionale défavorable

Comparativement avec des pays voisins, d'après les données statistiques publiées par le rapport, les flux entrants moyens d'IDE ont baissé de 974 millions de dollars (2014-2018) à 728 millions de dollars (2019-2023). Ainsi, notre pays se situe en bas de la liste des pays comparateurs, notamment l'Égypte, dont le flux moyen des IDE dépasse les 8,2 milliards de dollars, et le Maroc avec un flux de l'ordre de 1,7 milliard de dollars.

Un climat d'affaires dégradé

La CnuCED explique le recul des IDE en Tunisie par plusieurs facteurs. Le rapport commence par pointer du doigt la complexité administrative (régime des autorisations et multiplication des acteurs institutionnels). Selon le rapport, ces barrières ont entravé, de manière significative, l'attraction des investisseurs.

Le document évoque également la faible proportion de la diaspora (environ 10 %) qui lance des projets d'investissement, l'accès difficile au foncier et le retard qu'accuse le site en matière de digitalisation.



« Le chômage structurellement élevé et l'économie informelle reflètent les failles du modèle d'investissement. »

Autre facteur cité par le rapport : les restrictions aux mouvements de capitaux du code de change. D'après la CnuCED, ce code impose de fortes contraintes aux entreprises off-shore et

on-shore, particulièrement en ce qui concerne le transfert, le rapatriement des bénéficiaires et le financement extérieur.

Le document énumère d'autres faiblesses : ambiguïtés et imprécisions du cadre juridique relatif au droit du travail, à l'environnement et à la concurrence, et déficit de capacité institutionnelle pour en assurer la mise en œuvre.



« La Cnuced recommande de supprimer la carte de commerçant étranger et d'unifier le traitement des investisseurs. »

Les recommandations de la Cnuced

Le rapport suggère d'inviter les banques à simplifier les procédures d'accès au crédit ; à renforcer et promouvoir les dispositifs spécifiques pour accompagner les TPME et startups dans leurs phases de croissance ; et à développer des mécanismes pour les femmes, les jeunes et les personnes en situation de handicap.

Les recommandations portent aussi sur la mise en place de

budgets dédiés à l'innovation, l'encouragement des partenariats entre gouvernement, secteur privé et universités, et le développement de fonds de garantie au profit des secteurs prioritaires.

La Cnuced propose également de créer des fonds d'investissement pour les secteurs prioritaires, dans lesquels la diaspora pourrait contribuer, et d'élargir les sources de financement de projets structurants via les PPP.

Enfin, elle invite les autorités tunisiennes à simplifier le cadre réglementaire, notamment en supprimant la carte de commerçant étranger et les disparités entre offshore et on-shore, dans l'objectif de garantir un traitement égalitaire aux investisseurs.

Le rapport revient aussi sur la nécessité de renforcer la gouvernance autour de la politique d'attractivité, notamment via un guichet unique et une meilleure coordination institutionnelle.

Un regard critique sur le rapport

Par-delà ces indicateurs et recommandations, nous pensons, pour notre part, que le rapport de la Cnuced est incomplet, voire quelque part non objectif. Et pour cause : il ne prend pas en considération l'instabilité politique de ces quinze dernières années, ni l'embargo de fait imposé par plusieurs bailleurs de fonds, dont le FMI.

Abou SARRA

en bref

Indicateurs clés

- **Taux d'investissement en Tunisie** : 16 % du PIB (2020-2024) contre 19,3 % en 2016.
- **IDE annuels** : 700 millions USD (2020-2023), contre plus de 1 milliard entre 2006 et 2015.
- **Croissance économique moyenne** : 2,2 % (2004-2022) en Tunisie, contre 5,5 % dans les pays comparables.
- **Chômage en 2023** : 15 %.
- **Part de l'économie informelle** : jusqu'à 49 % de l'emploi et 35 % du PIB.

LES TROIS FRONTS D'UNE MÊME EXIGENCE



Trente ans après sa signature, le bilan serait « globalement positif »



En prévision de la célébration du 30ème anniversaire de l'Accord d'association conclu le 17 juillet 1995 avec la Tunisie, l'ambassade de l'Union européenne à Tunis, s'emploie, depuis la célébration le 8 mai dernier de la Journée de l'Europe, à sponsoriser, directement ou indirectement, diverses manifestations consacrées à l'examen du bilan de cet accord et au balisage de nouvelles pistes pour le relancer.

D'après des observateurs de la chose tunisienne, l'objectif non-dit de ces manifestations organisées en partenariat avec des médias de la place, serait, semble-t-il, de tâter le pool et de prendre connaissance de la lecture que se font les cadres tunisiens de cet accord et des moyens de le réviser.

Car normalement, la célébration

d'un événement géostratégique d'une telle importance aurait dû être précédée par une évaluation objective des résultats de cet accord, surtout, après une si longue période de sa conclusion.

Mention spéciale pour les centaines de participants invités à ces manifestations. Ils sont triés au volet. Il s'agit pour la plupart des personnalités pro-européennes : universitaires, anciens ministres qui ont accompagné l'Accord, banquiers, diplomates, investisseurs, industriels, hauts cadres, journalistes...

Conséquence : le ton était à l'autosatisfaction, à la satisfaction et au triomphalisme. Pour relativiser, les participants ont estimé que l'accord a été globalement positif avec quelques nuances.

« L'Europe a soutenu l'industrialisation de la Tunisie, mais a oublié ses jeunes, sa mobilité, et ses ambitions technologiques. »



« Face à la Chine et aux États-Unis, l'Europe doit inventer un nouveau partenariat avec l'Afrique, fondé sur la technologie, la transition énergétique et l'éducation inclusive. »

Pour l'Union européenne, l'Accord d'association a été un succès

Au rayon des résultats positifs, ils ont cité la contribution de l'accord au développement du secteur industriel, au renforcement de l'ouverture de l'économie tunisienne à la concurrence internationale et à son intégration dans la chaîne des valeurs européennes.

Selon Giuseppe Perrone, ambassadeur de l'Union européenne en Tunisie, l'Accord d'association est « une success story ». Il a indiqué que grâce à cet accord, le marché européen est un marché prioritaire pour l'industrie tunisienne, voire un marché qui garantit les exportations tunisiennes. Il a ajouté que « l'accroissement des échanges entre les deux partenaires a été une ressource pour investir et créer des emplois

en Tunisie. Il n'est pas inutile de rappeler que les 3400 entreprises off shore européennes implantées en Tunisie ont créé 400 mille emplois ».

Au chapitre des insuffisances, les participants à ces manifestations financées par l'UE ont estimé que l'accord d'association a été dissymétrique en ce sens où il n'a pas favorisé ni une grande mobilité de la main d'œuvre tunisienne vers l'Europe, ni un transfert technologique significatif dans les secteurs porteurs (technologies de pointe), ni un flux d'investissements directs étrangers conséquents.

A la lumière de ce diagnostic divergent, les participants ont appelé à réviser l'Accord d'association sur de nouvelles bases et critères.

Bien négocier tout nouveau accord de partenariat avec l'UE

Du côté officiel, intervenant lors de la célébration de la Journée de l'Europe, le 8 mai 2025, le ministre des Affaires étrangères, Mohamed Ali Nafti, a plaidé, mollement, « pour un soutien accru à la migration régulière et à la mobilité, réitérant l'appel de la Tunisie à adopter une approche humaine et globale face au phénomène de la migration irrégulière, en s'attaquant à ses causes profondes ».

Pour d'autres intervenants, il s'agit, en premier lieu, d'affirmer clairement une volonté commune pour l'instauration d'un partenariat pérenne entre la Tunisie et l'UE. Cette dernière est invitée à accompagner cette volonté et à fournir à la Tunisie des fonds structurants comme elle l'avait fait avec le Portugal, l'Espagne et la Grèce.

Toujours au rayon du financement, les participants ont suggéré de créer, à la charge de l'UE, des fonds d'investissement pour accompagner les entreprises exportatrices tunisiennes et à les aider à contourner les barrières érigées aux frontières de l'Union à l'instar de la taxe carbone (taxe environnementale sur les émissions de dioxyde de carbone). L'idée serait de prendre en charge le risque climatique.

Dans un second temps, ils ont recommandé d'oublier l'amateurisme avec lequel le premier accord d'association a été finalisé et d'engager de véritables professionnels pour bien négocier toute révision de cet accord et de se faire aider s'il le faut par des cabinets internationaux indépendants.

Un partenariat en matière d'IA serait la bonne piste à explorer

Par delà ces propositions

pratiques, les participants tunisiens ont eu le mérite de suggérer aux européens de mettre à contribution, la nouvelle technologie de rupture, en l'occurrence, l'Intelligence artificielle (IA) pour instaurer un partenariat new look.



« On ne peut plus négocier l'avenir d'un pays avec les méthodes du passé. Ce nouvel accord devra être pensé par des experts, et non improvisé par complaisance. »

L'enjeu serait pour Mehdi Haouas ancien ministre du tourisme et de l'artisanat et président fondateur du groupe Talan spécialisé dans le conseil et l'expertise technologique que « face au tandem Etats Unis et Chine qui vont concevoir, à la faveur de leur technologies avancées (IA et autres) des modèles de croissance selon leurs propre visions, il y a, peut être une troisième voie, Celle là même qui consisterait d'après lui à créer un partenariat entre l'Afrique et l'UE qui n'est pas compétitive en matière de technologie, un modèle de développement inclusif fondé sur l'accès à l'éducation, la transition

énergétique, l'économie circulaire et la maîtrise des nouvelles technologies (IA..) ».

Tout futur partenariat avec l'UE ne sera pas une œuvre facile

Abstraction faite des points de vue des uns et des autres, il faut admettre, dans l'absolu, que tout projet de révision et de rénovation de l'Accord d'Association avec l'UE ne sera pas une œuvre facile, et ce, pour deux raisons.

La première réside dans le fait que l'UE d'aujourd'hui, n'est plus celle de 1995. Ce groupement économique a mal évolué depuis. Sur le plan économique, il est en déclin avancé et sur le plan géopolitique, il n'est plus crédible. Son image a été ternie par le soutien que les européens ont apporté, de manière inconditionnelle, le génocide

à ciel ouvert accompli par les sionistes dans la bande de Gaza. Les tunisiens n'ont plus confiance dans un groupement qui ne respecte pas le droit humain et le droit international. Il y a un sérieux problème de confiance. La deuxième raison consiste en le fait que la Tunisie de 2025 n'est plus celle de 1995. La démocrature (mix d'autocratie et de liberté d'expression) qui prévaut actuellement dans le pays est de loin moins contraignante que la dictature absolue qui régnait du temps de Ben ALI. Mieux, à la faveur de la configuration géopolitique mondiale qui se profile à l'horizon, la Tunisie, plus que jamais souveraine, a, aujourd'hui, la grande possibilité de diversifier ses partenaires.

Cela pour dire in fine que les conditions de négociation ont beaucoup changé en faveur de la Tunisie.

Abou SARRA

en bref

Chiffres clés

- **3400** — Entreprises européennes installées en Tunisie
- **400 000** — Emplois créés grâce aux investissements européens
- **1995** — Date de signature de l'Accord d'association
- **30 ans** — Durée de l'accord sans révision structurelle majeure
- **ZERO** — Transfert technologique significatif vers la Tunisie, selon les critiques.

Amen Bank se bat pour réduire l'écart dans la transition énergétique



Avec 47 MW de projets solaires financés, une avancée stratégique sur les lignes vertes internationales et un portefeuille en expansion vers les prêts durables, AMEN BANK confirme sa position de chef de file bancaire sur le créneau de la transition écologique en Tunisie.

L'Amen Bank a activement participé au cinquième appel à projets solaires lancés par les pouvoirs publics. La banque a financé 35 centrales photovoltaïques, représentant une puissance cumulée de 47 MW. Un volume qui correspond à 24 % de la capacité totale

autorisée (200 MW), ce qui en fait la première en termes de parts de marché sur ce segment. La production annuelle estimée à près de 87 GWh équivaut à la consommation d'une ville de 45 000 habitant traduisant un impact concret et mesurable en matière d'indépendance énergétique et de réduction d'émissions.

Des reconnaissances nationales et internationales pour la stratégie Amen Bank

En 2024 et 2025, Amen Bank a été sacrée « Meilleure Banque Verte en Tunisie » par Global Banking & Finance Review. Sacrée en 2022, lors de la WENERCON, grande messe du secteur, par le prix du meilleur projet énergétique, elle

a été la première à décaisser les fonds SUNREF (cofinancement européen pour l'efficacité énergétique) et a été sélectionnée par l'USAID comme partenaire bancaire exclusif du programme Power Tunisia, un dispositif orienté vers le financement de PME durables.

"Amen Bank confirme sa position de chef de file bancaire sur le créneau de la transition écologique en Tunisie."

La feuille de route 2025-2027 avec pour fer de lance du concret !

Pour consolider son positionnement de banque engagée dans la transition énergétique et le développement durable, Amen Bank a programmé de généraliser les Corporate PPA (Power Purchase Agreements) pour l'autoconsommation industrielle, d'accompagner les producteurs indépendants (IPP) dans les futurs appels d'offres et d'émettre des obligations vertes afin de lever des fonds à grande échelle pour des projets exclusivement durables.

La banque est aussi décidée à développer une offre diversifiée de prêts responsables, incluant les Sustainability Linked Loans (SLL), les prêts verts, les crédits à impact ou encore les fonds de décarbonation. Elle déploie aujourd'hui un panel de financements verts provenant d'institutions européennes et multilatérales, ciblant particulièrement les PME, catalyseurs de la croissance économique locale.

La ligne KfW de 140 M€ destinée aux TPME tunisiennes et gérée par l'Amen Bank, finance les crédits de gestion, les fonds de roulement et les investissements et ce jusqu'à 2 MD par opération sur une durée de 7 ans, dont 1 an de différé. Le taux d'intérêt est indexé sur le bailleur ainsi que la couverture de change. "Bonifications pour les entreprises dirigées par des femmes et celles actives dans l'économie verte."

La ligne de financement BIRD de 114 M€ provenant de la Banque mondiale vise les PME viables, classées 0 ou 1 (hors restructuration de dette avant 2019). Elle peut œuvrer à la consolidation du crédit jusqu'à 1,5 M TND (70 % du coût du projet) mais aussi être orientée vers des crédit investissement qui peuvent atteindre jusqu'à 15 M TND pour un seul projet remboursable sur 12 ans et au TMM + 3 %.

Les femmes entrepreneures avantagées !

Des bonifications sont prévues pour les entreprises dirigées par des femmes, situées en zones défavorisées ou actives dans l'économie verte. Ces entrepreneures peuvent bénéficier de la ligne BEI de 170 M€ orientée vers les PME leur offrant un financement jusqu'à 12,5 M€ (ou équivalent TND). Conjugée aux financements suscités, un appui technique de 3 M€ est inclus pour assurer la conformité sociale et environnementale des projets.

Une attention particulière aux secteurs verts, sociaux et agricoles

Amen Bank propose également des mécanismes de financement adaptés à des secteurs spécifiques

: la ligne PRASOC vert pour les PME et TPME opérant dans l'agriculture, l'économie sociale et solidaire (ESS), le crédit agricole : jusqu'à 2 M TND (12 ans, 5 ans de grâce), le crédit ESS : jusqu'à 300 000 TND (7 ans, 2 ans de grâce) avec un taux fixe de 8 % ainsi que la ligne ADAPT de 25 M€, un Fonds d'appui à la transition écologique dans les secteurs agricoles, halieutiques et ruraux avec des subventions de 3 000 à 70 000 €, plafonnées à 16 % du coût total des projets. Ce dispositif s'étend jusqu'en mars 2028.

En associant ces outils financiers autour d'une vision intégrée, Amen Bank, ne se contente pas de verdifier ses portefeuilles : elle crée un écosystème bancaire durable centré sur la performance, la transparence et la création de valeur.

Amel Belhadj Ali

en bref

Chiffres clés

- **47 MW** — Puissance cumulée des centrales photovoltaïques financées par Amen Bank.
- **24 %** — Part de marché d'Amen Bank dans les projets solaires tunisiens.
- **87 GWh** — Production annuelle estimée des projets financés, équivalant à la consommation de 45 000 habitants.
- **140 M€** — Ligne de financement KfW pour les TPME tunisiennes gérée par Amen Bank.
- **170 M€** — Ligne de financement BEI dédiée aux PME, avec un focus sur les entreprises dirigées par des femmes.

ils Ont Dit

Du Chèque

Le chèque offrait une bouffée d'oxygène. Sa disparition étouffe la classe moyenne. 47 % des utilisateurs privilégient désormais le cash, révélant un recul de la bancarisation.



Du Bonheur

"La Finlande, ce petit pays nordique de 6 millions d'habitants, figure parmi les chefs de file mondiaux dans des domaines tels que le développement humain, la qualité de vie, le bonheur et le niveau d'éducation."



"Le récent classement de la Tunisie à la 2ème place africaine en IA est indéniablement une très bonne nouvelle en raison de sa grande qualité stratégique."



Fragiles

"Les PME tunisiennes sont aujourd'hui parmi les plus fragiles. Nombre d'entre elles sont au bord de la faillite. Il est urgent de mettre en place un plan de sauvetage."



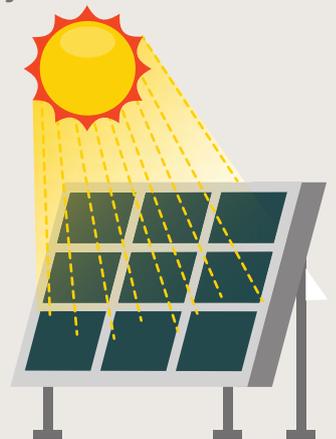
L'EUROPE

« Face à la Chine et aux États-Unis, l'Europe doit inventer un nouveau partenariat avec l'Afrique, fondé sur la technologie, la transition énergétique et l'éducation inclusive. »



Du Changement

« Les banques ne peuvent plus se contenter d'être de simples pourvoyeuses de capitaux. Elles doivent devenir des actrices du changement, en orientant les investissements vers des modèles vertueux. » - Néji GHANDRI - Amen Bank



Ain Draham |

La région retrouvera-t-elle son âge d'or touristique ?



Le parc hôtelier du village touristique d'Ain-Draham vient d'être enrichi par la réhabilitation de l'hôtel

« La Forêt ». Après une fermeture de dix ans, l'hôtel s'est offert, tout en conservant sa structure

extérieure, un nouveau look architectural intérieur de luxe.

Réouvert en grande pompe, le 20 juin 2025, l'hôtel sera ouvert, toute l'année, pour les séjours nature, les familles, le tourisme de chasse, le tourisme d'affaires et les groupes sportifs. L'hôtel étant situé à quelques mètres du Complexe sportif international d'Aïn Draham.

Mention spéciale pour les tarifs. Ils seront linéaires sur toute l'année, afin de garantir une accessibilité constante, sans variation saisonnière. Ils varient entre 360 dinars pour une chambre double standard à 572 dinars pour une suite de luxe. Il s'agit, de toute évidence, d'une montée en gamme.



« Après une fermeture de dix ans, l'hôtel s'est offert, tout en conservant sa structure extérieure, un nouveau look architectural intérieur de luxe. »

Classé 4 étoiles, l'établissement d'une capacité totale de 134 lits propose 58 chambres, en plus de 3 suites junior et 2 suites senior supérieures.

Parmi les nouveautés majeures de cette réhabilitation, figurent

la création de deux piscines, une piscine extérieure et une autre intérieure chauffée et un centre spa, intégrant cabines de massage, hammam et salon de coiffure.

Bientôt deux autres hôtels

Le parc hôtelier d'Aïn draham, qui compte jusqu'à la réouverture de l'hôtel La forêt, trois établissements : Le centre thermal El Mouradi Hammam Bourguiba (4 étoiles), Royal Rihana Hôtel (3 étoiles), Dar Ismail Nour El Ain (4 étoiles), sera renforcé, en principe, en 2026 par deux autres hôtels : Les chênes By El Badira (ex l'hôtel les chênes, trois étoiles) et, l'Eco Hôtel et Spa de luxe bientôt à Béni M'tir.

Nous disions bien «en principe» parce que les promoteurs de ces deux dernières unités traînent trop la patte et s'ingénient à inventer, souvent, de fausses raisons pour justifier le retard.

Est-il besoin de rappeler que la réouverture de l'hôtel «Les chênes By El Badira» était prévue pour septembre 2022. Idem pour Green Hill Resorts qui va exploiter la source de Hammam Salhine. Ce centre thermal, lancé depuis 2006 (20 ans de retard) avec un cofinancement européen n'a pas pu ouvrir ses portes jusqu'à ce jour. Il pose sérieusement problème. Son propriétaire

semble attendre un cadeau du ciel pour achever les travaux et ouvrir l'établissement. La patience des habitants du village de Ben Metir est mise à rude épreuve. Le ministère du tourisme et les autorités régionales, en fermant l'œil sur les tergiversations du promoteur, assument avec lui, une grande responsabilité dans ce retard monstre.

En dépit de ces difficultés gérables, nous ne pouvons que saluer ce renouveau hôtelier dans la ville d'Aïn Draham.

L'idéal serait toutefois d'accompagner cette nouvelle dynamique par deux initiatives : la réouverture de l'Ecole de formation dans les métiers du tourisme à Aïn draham et l'octroi d'autorisations à des privés pour animer la région (restaurants de luxe, salons de thé, boîtes de nuit...).



« Ce renouveau hôtelier va permettre au site touristique d'Aïn Draham, haut lieu de villégiature sereine, de renouer avec son glorieux passé. »

« En 1937, Ain Draham était un des rares sites touristiques tunisiens à figurer à l'époque sur les revues spécialisées, routards et guides touristiques français. »

Ain Draham sur la voie de renouer avec son passé glorieux

Et pour ne rien oublier, ce renouveau hôtelier va permettre au site touristique d'Ain Draham, haut lieu de villégiature sereine, de renouer avec son glorieux passé.

Dans son ouvrage, «Ain Draham, village de création récente aux multiples spécificités», le professeur d'histoire Mohamed Dabboussi revient sur l'âge d'or

d'Ain Draham, spécialisé depuis 1930 dans le tourisme intérieur et administratif.

En 1937, Ain Draham était un des rares sites touristiques tunisiens à figurer à l'époque sur les revues spécialisées, routards et guides touristiques français (Michelin, Joanne...).

Selon Mohamed Daboussi, sur un total de 66 hôtels (480 lits au total) que comptait la Tunisie en 1937, quatre étaient opérationnels à Ain Draham, soit une capacité de 100 lits. Il s'agit des hôtels « Beau Séjour », « Les Chênes », « Les Fougères », « Les Sources ».

Pour comprendre l'âge d'or touristique de ce village à cette époque, des villes balnéaires comme Sousse et Hammamet comptaient chacune, à cette époque, 2 hôtels seulement. Seul Tunis se démarque avec 22 hôtels.

Abou SARRA

en bref

- **L'hôtel «La Forêt»** à Ain Draham a rouvert, marquant un renouveau hôtelier majeur après dix ans de fermeture.
- **Deux autres hôtels** sont prévus pour 2026, bien que leur développement subisse des retards notables.
- **Ain Draham** cherche à retrouver son passé glorieux en tant que **destination touristique** prisée.



CONTACT US



WMC
Lemag





Pourquoi privilégier le ‘Consommer Tunisien’ est-il devenu un enjeu vital?



Du temps où les spots appelant à consommer tunisien étaient régulièrement diffusés sur la télévision publique, aujourd’hui la question est : est-il possible de sauver les industriels nationaux tous secteurs confondus ? Des industriels subissant

des pressions fiscales énormes et faisant face à une armada de lois invitant l’exécutif à intervenir au moindre dépassement, oubli ou erreur ? Ils sont loin les temps où le slogan “إلي في عينك حلا موش كان من برا جاء” (Tout ce qui te plaît ne vient pas

forcément de l’étranger), la Tunisie est de plus en plus dépendante des autres sur les plans aussi bien énergétique qu’alimentaire.

A un moment de l’histoire marqué par un contexte mondial instable sur le plan géopolitique, où les crises sanitaires sévissent et où

le ralentissement des chaînes d'approvisionnement mondiales n'est plus une exception, la sécurité alimentaire est devenue un symbole de la souveraineté nationale pour nombre de pays dont la Tunisie d'où l'initiative de l'Institut arabe des Chefs d'Entreprises (IACE) qui vient de publier un rapport mettant l'accent sur la dépendance ascendante, entre 2018 et 2023, de la Tunisie aux importations de produits agricoles et alimentaires. Ceci alors que de nombreuses voix s'élèvent ces derniers temps en pleine saison d'une récolte céréalière qu'on espère abondante pour dire que la Tunisie va pouvoir réaliser son autosuffisance ! (Sic).



“ Chaque dinar dépensé dans un produit local génère entre 2 et 3 dinars supplémentaires dans l'économie nationale”

Dans le rapport de l'IACE appelant à promouvoir la “production nationale et démolir le concept du consommateur universel, l'Institut met l'accent sur la progression alarmante des importations de produits agricoles passées de 2,77 milliards en 2018 à 3,83 milliards de dinars en 2023, pesant sur

le **déficit commercial** et élevant la pression sur les réserves en devises.

Une dépendance qui fragilise la Tunisie face aux chocs externes (hausse des prix internationaux, conflits, blocages logistiques), et réduit la capacité du pays à garantir à sa population un accès stable à une alimentation de qualité.

L'IACE appelle à la promotion de la production et de la consommation locale pour répondre aux enjeux de sécurité alimentaire : “moins de dépendance aux importations : favoriser les produits agricoles et agroalimentaires locaux permet de limiter l'érosion des devises étrangères et d'atténuer les déséquilibres extérieurs”.

Chaque dinar dépensé dans un produit local, expliquent les analystes de l'Institut, génère entre 2 et 3 dinars supplémentaires dans l'économie nationale (emplois, revenus, investissements), à condition que les entrants (semences, engrais, emballage) soient eux-mêmes d'origine nationale.

Soutien à l'agriculture et aux circuits courts

Le rapport propose d'encourager les filières agricoles locales, en lien direct avec les consommateurs (marchés de producteurs, coopératives, paniers de

saison, etc.) pour assurer une alimentation plus fraîche, plus saine et mieux traçable. Il appelle également à initier un changement culturel profond des habitudes de consommation en encourageant un patriotisme économique éclairé, valorisant les produits nationaux et rejetant la notion de "consommateur universel" produit par par la mondialisation et la standardisation des goûts.



« La sécurité alimentaire est devenue un symbole de la souveraineté nationale pour nombre de pays dont la Tunisie.»

Subventions ciblées et normes d'origine plus strictes et plus transparentes

L'IACE recommande un étiquetage clair des produits nationaux et conseille des campagnes de sensibilisation sur les bénéfices du "**Made in Tunisia**". Pour ce, des alliances entre producteurs, distributeurs et pouvoirs publics pour structurer des filières locales viables, résilientes et compétitives est impératif dans l'intérêt du pays et loin de la chasse aux sorcières et les attaques très fréquemment gratuite

à l'encontre des industriels agroalimentaires nationaux. De grands investissements seront importants pour booster la production locale, œuvrer à la valorisation des terres arables et encourager l'irrigation, la recherche agronomique et l'agriculture durable.

« **Encourager un patriotisme économique éclairé, valorisant les produits nationaux et rejetant la notion de 'consommateur universel'.** »

L'intégration verticale des filières alimentaires locales est importante car elle permet de renforcer la sécurité alimentaire,

de créer des circuits courts, de réduire les coûts et de garantir une meilleure traçabilité des produits, estime le rapport de l'IACE. Cette approche favorise le développement économique des territoires et préserve les savoir-faire locaux.

Mener des campagnes de sensibilisation sur la consommation responsable, le gaspillage alimentaire et l'impact des achats sur l'économie nationale et créer des labels valorisant les produits agricoles tunisiens est autant important pour réaliser un enjeu stratégique vital et garantir l'accès à une alimentation suffisante, saine et stable pour l'ensemble de la population. C'est un changement de paradigme combinant des leviers économiques, éducatifs et politiques qui doit être initié dès que possible.

Amel Belhadj Ali

en bref

Chiffres clés

- **2,77 milliards de dinars** — Montant des importations de produits agricoles en Tunisie en 2018.
- **3,83 milliards de dinars** — montant alarmant des importations de produits agricoles en Tunisie en 2023.
- **2 à 3 dinars** — Revenu généré dans l'économie nationale pour chaque dinar dépensé dans un produit local.

**RADIO
DIASPORA
TUNISIA**



Dr. Lobna Karoui

Dr. Tawfik Jelassi

invité
**DR. TAWFIK
JELASSI**

La Diplomatie à l'Ère du
Digital Exponentiel

Dans notre spéciale série « Nos Ambassadeurs de l'Excellence », nous vous dévoilons le parcours inspirant de Dr. Tawfik Jelassi, Ancien Doyen de l'École internationale de management des Ponts et Chaussées, Ancien ministre Tunisien et depuis Juillet 2021, sous-directeur générale de communication et d'informations de UNESCO.



Des Chiffres

1995

- 3400 — Entreprises européennes installées en Tunisie
- 400 000 — Emplois créés grâce aux investissements européens
- 1995 — Date de signature de l'Accord d'association
- 30 ans — Durée de l'accord sans révision structurelle majeure



4 ans

Les résultats du recensement général de la population et de l'habitat de l'année 2024 ont démontré que l'espérance de vie des femmes à la naissance est plus élevée que celle des hommes, avec un écart de 4 ans.



3,8 milliards

Secteur d'Assurances - Un chiffre d'affaires atteignant 3,8 milliards de dinars en 2024, en hausse de 10,8 % par rapport à l'année précédente. Cette expansion est soutenue par l'essor de l'assurance vie, qui représente désormais 30 % du marché.



3.000

Le secteur du livre en Tunisie compte environ 356 maisons d'édition, 3 000 titres publiés en 2023 (dont 75 % en arabe), et quelque 15000 emplois directs. - Etude UNESCO 2025



3,83

Progression alarmante des importations de produits agricoles passées de 2,77 milliards en 2018 à 3,83 milliards de dinars en 2023, pesant sur le déficit commerciale et élevant la pression sur les réserves en devises. - Etude IACE



"Chaque dinar dépensé dans un produit local génère entre 2 et 3 dinars supplémentaires dans l'économie nationale." - Etude de l'IACE



Pourquoi faut-il bloquer les loyers ?



En principe un Etat dont le système économique est considéré comme tenable, voire acceptable doit prouver sa capacité à fournir à sa population, de manière durable et régulière, les biens de première nécessité :

nourriture, logement, éducation, soins de santé... Si on s’amuse à appliquer cette règle basique à la Tunisie, « l’Etat tunisien » est totalement défaillant. Les fondamentaux précités sont tous en crise.

La crise du logement est particulièrement grave en Tunisie. Elle est même très grave. Les tunisiens n’arrivent ni à acheter ni à louer un logement décent parce que les prix sont trop élevés par le triple effet de la baisse de l’offre, du blocage des salaires et de la situation des entreprises du secteur.



« Il n'est plus possible de consacrer moins de 25 % de son salaire au logement : pour des millions de Tunisiens, cette règle d'or est devenue un luxe inaccessible. »

La crise du logement est très grave

A titre indicatif, pour trouver un loyer adapté à son pouvoir d'achat, il faut le chercher à 60 km de Tunis, dans les régions de Bizerte, du Cap Bon et de Zaghouan, et même plus loin lorsque le transport est disponible. Il en va de même pour les grandes villes du pays.

Morale de l'histoire : pour le tunisien moyen, les loyers ne cessent d'exploser au fil des années tandis que les salaires ne suivent pas. Pis, l'augmentation annuelle, conformément à la loi, de 5 à 10% des loyers a exacerbé la situation. Elle lui a conféré parfois une situation dramatique en raison de la baisse du pouvoir d'achat (estimé à 50%) du citoyen moyen depuis plus d'une décennie et en raison de la paupérisation criante de la classe moyenne qui était jusqu'aux années 90 le fer de lance de l'économie du pays.

Actuellement, la pénurie multiforme qui étouffe le marché foncier, la flambée des prix du logement et l'absence de financements bancaires adaptés et diversifiés ont pratiquement exclu les classes moyennes du marché du logement formel, surtout dans les grandes villes, où se concentrent plus de 60% de la demande.

Des loyers qui explosent et des salaires qui ne suivent pas

Mention spéciale pour les loyers. La règle d'or selon laquelle on ne doit pas consacrer plus de 25% de ses revenus au logement est aujourd'hui hors d'atteinte pour la majorité des tunisiens particulièrement pour les jeunes.

Une telle situation, qui aurait été considérée, autrefois, comme abusive est devenue, hélas, la norme.

Dans les années 60 et 70, face à de telles situations, l'Etat n'hésitait pas, une seconde, pour bloquer les loyers et permettre

à la communauté des locataires de respirer. Parallèlement aux mesures de blocage des loyers, l'Etat encourage les tunisiens moyennant des primes à acquérir des logements décents selon la technique « location vente ».

Restauration de l'habitat social et du mécanisme location –vente

De nos jours, au niveau officiel, le gouvernement a pris conscience de la situation. Il a décidé de reprendre en charge un secteur en pleine crise. A cette fin, il a mis au point deux stratégies cohérentes pour remédier à la situation. Les promoteurs publics, la Société nationale immobilière de Tunisie (Snit), la Société de promotion des logements sociaux (Sprols) et l'Agence foncière d'habitation (AFH) sont chargées, comme c'était le cas antérieurement, de la mise en œuvre de ces stratégies.

La première porte sur la réhabilitation de l'habitat social abandonné depuis de longues années. Concrètement, de nouveaux mécanismes



« Face à l'explosion des loyers et à la stagnation des salaires, la classe moyenne tunisienne est en train de décrocher : elle est exclue du marché formel de l'immobilier et bascule peu à peu dans la précarité. »

permettant aux personnes à revenus modestes d'accéder à la propriété, notamment via le logement social et les lots sociaux. Cela consiste à céder symboliquement à un dinar des terrains domaniaux à des établissements publics, afin qu'ils puissent réaliser des unités de logements sociaux.



« Dans les années 60 et 70, l'État intervenait pour bloquer les loyers et permettre aux citoyens de respirer. Aujourd'hui, cette mesure de bon sens devrait redevenir une urgence sociale. »

La deuxième stratégie a trait à la réinstauration du mécanisme de « location-vente ». Ce mécanisme aura pour avantage de pallier le manque d'offres de financement adaptées aux couches sociales moyennes et aux revenus modestes.

Parer au plus urgent, bloquer les loyers

Néanmoins, en attendant la mise en œuvre de ces stratégies salutaires laquelle va demander, au moins cinq ans, pour leur concrétisation sur le terrain, nous pensons que l'Etat serait bien inspiré de parer au plus urgent et de bloquer les loyers qui sont devenus suffocants pour d'importants pans de la population.

Abou SARRA

en bref

Indicateurs clés

- La Tunisie traverse une crise aiguë du logement : **loyers en hausse, salaires bloqués, offre insuffisante.**
- **La classe moyenne** est la plus touchée, exclue du marché formel et en voie de paupérisation.
- Le gouvernement mise sur la **réhabilitation de l'habitat social** et le retour à la location-vente.
- Les **solutions structurelles** sont là, mais leur mise en œuvre prendra plusieurs années.
- D'ici là, un **blocage temporaire des loyers** est jugé essentiel pour éviter une fracture sociale.



CONTACT US



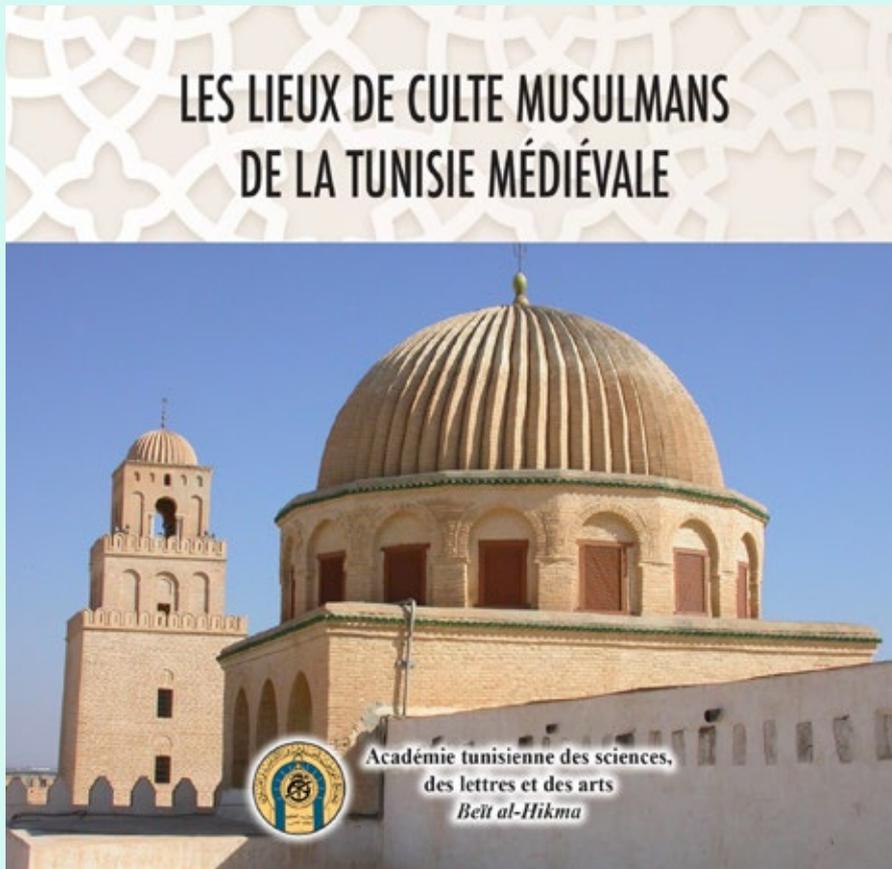
WMC
Lemag





«Sous les Voûtes Sacrées» |

Un ouvrage de Faouzi Mahfoudh sur les lieux de culte de la Tunisie médiévale



ces monuments, témoins d'une remarquable harmonie entre foi et culture. Plus qu'une simple étude, le livre se veut une véritable exploration des liens entre architecture et patrimoine, et aspire à constituer une référence utile pour les chercheurs en histoire, en architecture et en histoire de l'art.

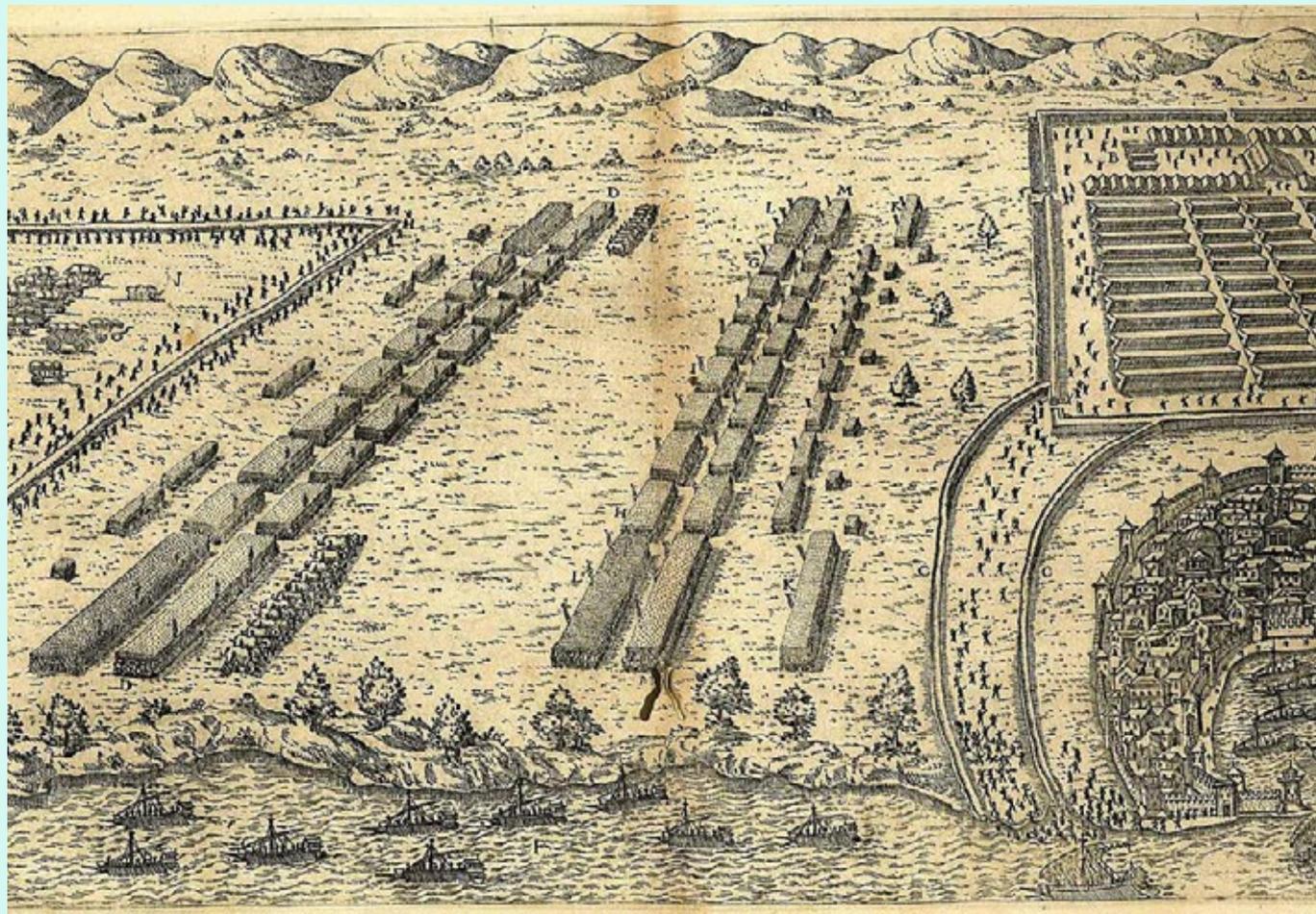
Faouzi Mahfoudh, professeur d'histoire et d'archéologie islamiques à l'Université tunisienne, est membre de l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts Beit al-Hikma. Titulaire d'un doctorat de Paris-Sorbonne (Paris IV) et d'une Habilitation à diriger les recherches de la Faculté des Sciences humaines et sociales de Tunis, il a publié autour du patrimoine architectural du sacré plusieurs ouvrages dont "La Grande Mosquée de Sfax : 1200 ans d'art et d'histoire", (Med Ali Editions, Tunis2024), "L'architecture des califes" (éd. Université de La Manouba, 2013). Il est aussi l'auteur d'une centaine de contributions scientifiques relatives à la civilisation matérielle de l'Ifriqiya et du monde arabo-islamique médiéval.

Un nouvel ouvrage sur le patrimoine architectural du sacré vient d'être publié par l'Académie tunisienne des sciences, des lettres et des arts Beit al-Hikma. Intitulé "Sous les Voûtes Sacrées" l'ouvrage de l'auteur Faouzi Mahfoudh est consacré aux lieux de culte musulmans de la Tunisie médiévale. Mettant en lumière la richesse architecturale et historique de cette époque, le livre qui propose une analyse et une

présentation diachronique des mosquées, mausolées, ribats et madrasas, retrace les dynamiques religieuses et culturelles qui ont façonné le paysage tunisien au cours du Moyen Age.

De Kairouan à Tunis, en passant par les grandes cités et les agglomérations médiévales, l'ouvrage met en valeur le savoir-faire des artisans et bâtisseurs qui ont contribué à l'édification de

Thapsus, ville portuaire antique de Méditerranée



Une collaboration scientifique internationale entre l'Institut National du Patrimoine (INP) de Tunisie et La Rochelle Université (France) vient de franchir une étape cruciale avec la clôture d'une nouvelle campagne de fouilles sur le site archéologique de Thapsus, situé dans la

délégation de Bekalta, gouvernorat de Monastir. Cette initiative s'inscrit dans le cadre d'un vaste projet de recherche dédié à cette ancienne ville portuaire méditerranéenne.

La mission, dont les détails ont été partagés par l'INP sur sa page Facebook, a réuni une équipe multidisciplinaire de chercheurs

et de conservateurs venus de Tunisie, de France, d'Espagne et d'Italie. Des étudiants des universités de Tunis, La Manouba, Sousse et Sfax ont également pris part à ces travaux, enrichissant l'expérience et la transmission des savoirs.

Codirigée par Yamen Sghaier de l'INP et Laurence Tranoy du laboratoire LIENSs (Littoral ENvironnement Et Sociétés), une

unité mixte de recherche de La Rochelle Université et du CNRS France, cette campagne a permis de progresser significativement dans la compréhension du site. Au programme : poursuite des fouilles archéologiques, réalisation de sondages stratigraphiques, et un levé topographique détaillé du site et de ses environs immédiats. Des prises de vue aériennes par caméra thermique, un inventaire précis du matériel archéologique mis au jour et des opérations de consolidation des structures découvertes ont également été menés.

Ces investigations ont apporté de précieuses informations sur les différentes phases de

développement de Thapsus durant l'Antiquité, en particulier l'occupation urbaine punique, dont les origines remontent au milieu du Ve siècle avant notre ère. Les travaux se sont concentrés sur le secteur central de la ville antique, à proximité des entrepôts découverts en 2023, dans le cadre du projet "Thapsus, ville portuaire antique de Méditerranée".

Ce projet ambitieux s'inscrit dans une démarche à la fois scientifique et sociétale, avec un double objectif : mener une étude interdisciplinaire approfondie de cette cité portuaire majeure de la Méditerranée, et contribuer activement à la protection et à la valorisation d'un site

particulièrement vulnérable, menacé par l'activité humaine et l'érosion côtière.

Au-delà de son intérêt archéologique intrinsèque, le programme vise à enrichir l'analyse historique du réseau portuaire méditerranéen et des vastes connexions qu'il a générées sur le long terme, de l'Antiquité au Haut Moyen Âge. Les résultats attendus devraient aboutir à l'établissement d'une carte archéologique prédictive. Cet outil de gestion essentiel pour l'Institut National du Patrimoine facilitera la protection du site tout en ouvrant de nouvelles perspectives pour le tourisme culturel.

TUNISIENS RÉSIDENTS À L'ÉTRANGER

À chaque pas
Tounessna
avec toi



Pour en savoir +

Engagés
avec vous



www.restonsproches.biat.com.tn



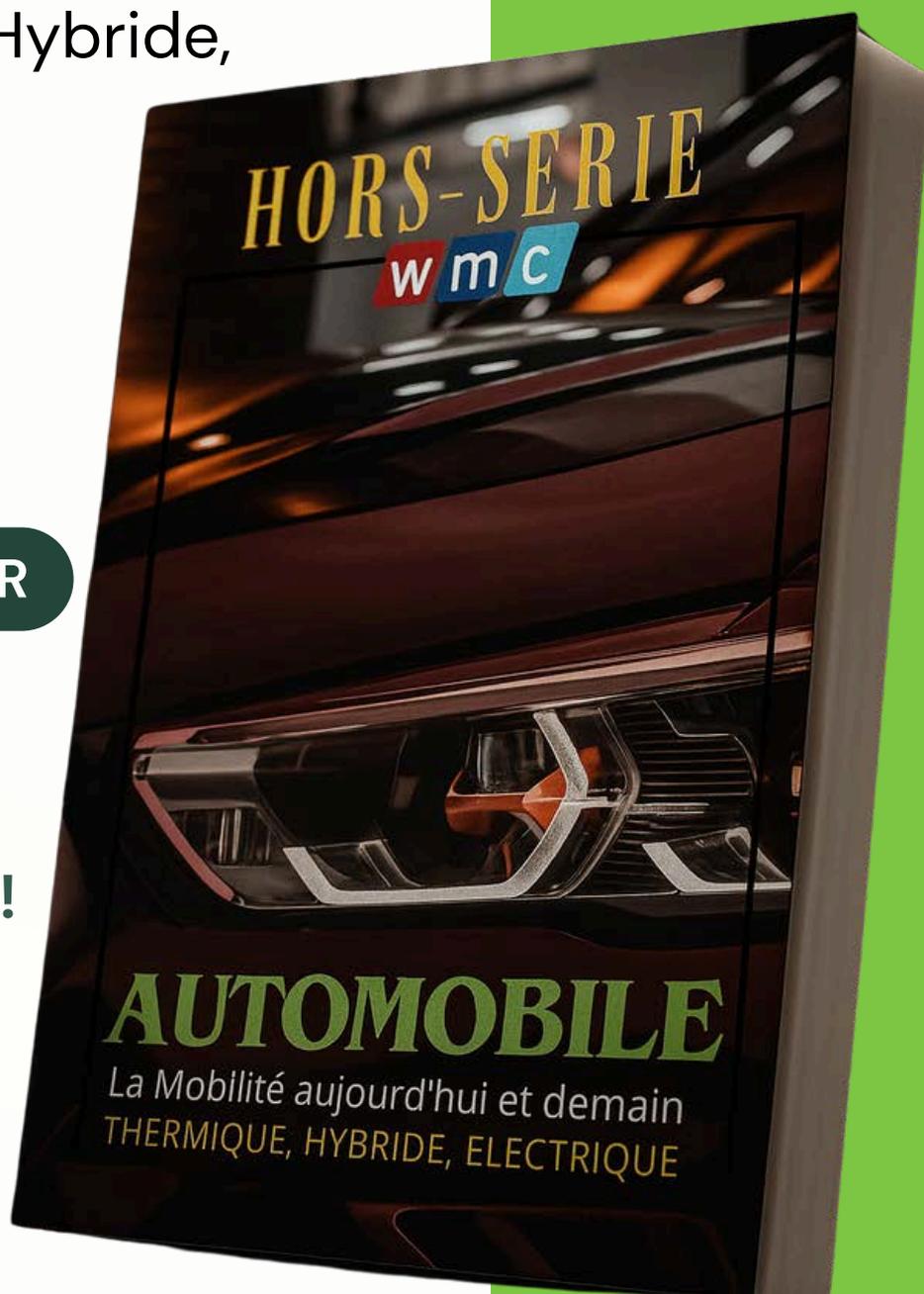
Hors-SERIE Magazine

AUTOMOBILE 2025

Thermique, Hybride,
Electrique

TELECHARGER

marques,
innovations,
chiffres clés !



FIH 2025 |

36 spectacles pour une édition sous le signe des «Continuous Vibes»



arabes et 7 internationaux.

Langages artistiques du monde et retrouvailles.

Porté par sa notoriété, le festival accueille cette année des artistes venant de différentes contrées, de la Tunisie à la Colombie, en passant par le Liban, l'Algérie, l'Espagne, la France, les Etats-Unis, ou encore la Syrie, le Mali, Chili, l'Italie... Une diversité géographique qui reflète les orientations du festival à favoriser les échanges culturels et à faire dialoguer les langues artistiques du monde entier.

Parmi les invités phares l'on cite notamment Yuri Buenaventura (Colombie), Las Migas (Espagne), Djazia Satour (Algérie), Hind Ennaira (Maroc), mais aussi des projets à découvrir comme "Osool" de Yacine Boularès (fusion jazz/musiques arabes) ou "Koum Tara", entre musique populaire algérienne, jazz et classique.

La nouvelle édition est celle aussi des retrouvailles après une longue absence avec des artistes qui ont marqué de leur passage les annales du festival comme

Du 11 juillet au 13 août 2025, l'amphithéâtre intimiste de Hammamet se pare de ses plus beaux atours pour accueillir la 59ème édition du Festival International de Hammamet (FIH). Une édition placée sous le signe de "Continuous Vibes", en écho à son souffle artistique continu depuis près de six décennies.

L'édition 2025 en chiffres

Cette année, ce sont 36 spectacles qui rythmeront les 33 soirées du festival, dans une alchimie

parfaite entre musique, théâtre et danse contemporaine, rappelle le directeur du festival Nejib Kasraoui lors de la rencontre presse organisée hier dans l'écrin de la Maison de la Méditerranée pour la Culture et les Arts, en présence de nombreux artistes. La direction artistique de cette édition mise sur une ligne à la fois moderne, cosmopolite et enracinée, affirmant l'identité du festival comme un carrefour méditerranéen et international des arts vivants.

L'édition 2025 en chiffres, c'est 18 spectacles tunisiens, dont 5 créations théâtrales, une seule chorégraphique et 11 concerts musicaux, outre 11 spectacles

Cheb Mami, Wael Jassar et Nass El Ghiwane du Maroc.

Une célébration des talents tunisiens

Le festival n'omet pas sa vocation de valorisation de la création tunisienne. Le public aura ainsi rendez vous avec des voix célèbres pour ne citer que Lotfi Bouchnak, Saber Rebai, Balti ou encore Ghazi Ayadi mais aussi avec des découvertes de la nouvelle génération comme "Jadhb", "Soudeni" ou "Benjemy", porteurs d'esthétiques visuelles et sonores contemporaines.

Des genres multiples et des clins d'œil pour la mémoire

Salsa, flamenco, gnawa, électro, jazz, tarab, symphonique, musique classique... Des genres multiples pour répondre à tous les goûts et pour composer une expérience sonore sans frontières. Parmi les temps forts, une soirée spéciale intitulée "Sinfonica" dans un hommage aux grandes voix de la chanson française, de Dalida à Aznavour. Le spectacle d'ouverture "Ragouj" de Abdelhamid et Hamza Bouchnak, avec un hommage vibrant à la mémoire du rappeur Kafon, disparu en mai 2025. Le théâtre sera également à l'honneur avec "Mère des pays" de Hafedh Khalifa, "Ad Vitam" de Leila Toubel, "Au violon" de Fadhel Jaziri, ou encore

"La dame Kerkoine" du duo Gaïdi-Sahli, sans oublier la chorégraphie contemporaine qui s'invite aussi sur scène avec "Arboune" d'Imed Jemaa.

Le 13 août, la voix entraînante de Nabiha Karaouli résonnera sur la scène du festival, dans une soirée de clôture qui coïncide avec la Journée nationale de la femme. Un clin d'oeil qui rappelle la place des artistes femmes dans le paysage culturel tunisien.

Une nouveauté logistique : la billetterie 100 % en ligne

Autre nouveauté marquante, la billetterie du festival est désormais exclusivement accessible via le site officiel festivaldehammet.com.

A ce sujet, la direction a informé dans un communiqué avoir mis en place des mesures strictes pour lutter contre la revente illégale de billets, pour éviter toute forme de fraude et de vente illégale, invitant le public à n'acheter des billets que via les canaux officiels, pour éviter les mauvaises surprises et les risques de billets invalides.

Depuis l'ouverture de la billetterie dans la soirée du dimanche 29 juin 2025 et jusqu'à la date de la conférence de presse jeudi 3 juillet, six soirées ont été annoncées sold out : Ragouj, Saber Rebai, Lotfi Bouchnak, Al-Shami, Wael Jassar et Cheb Mami.

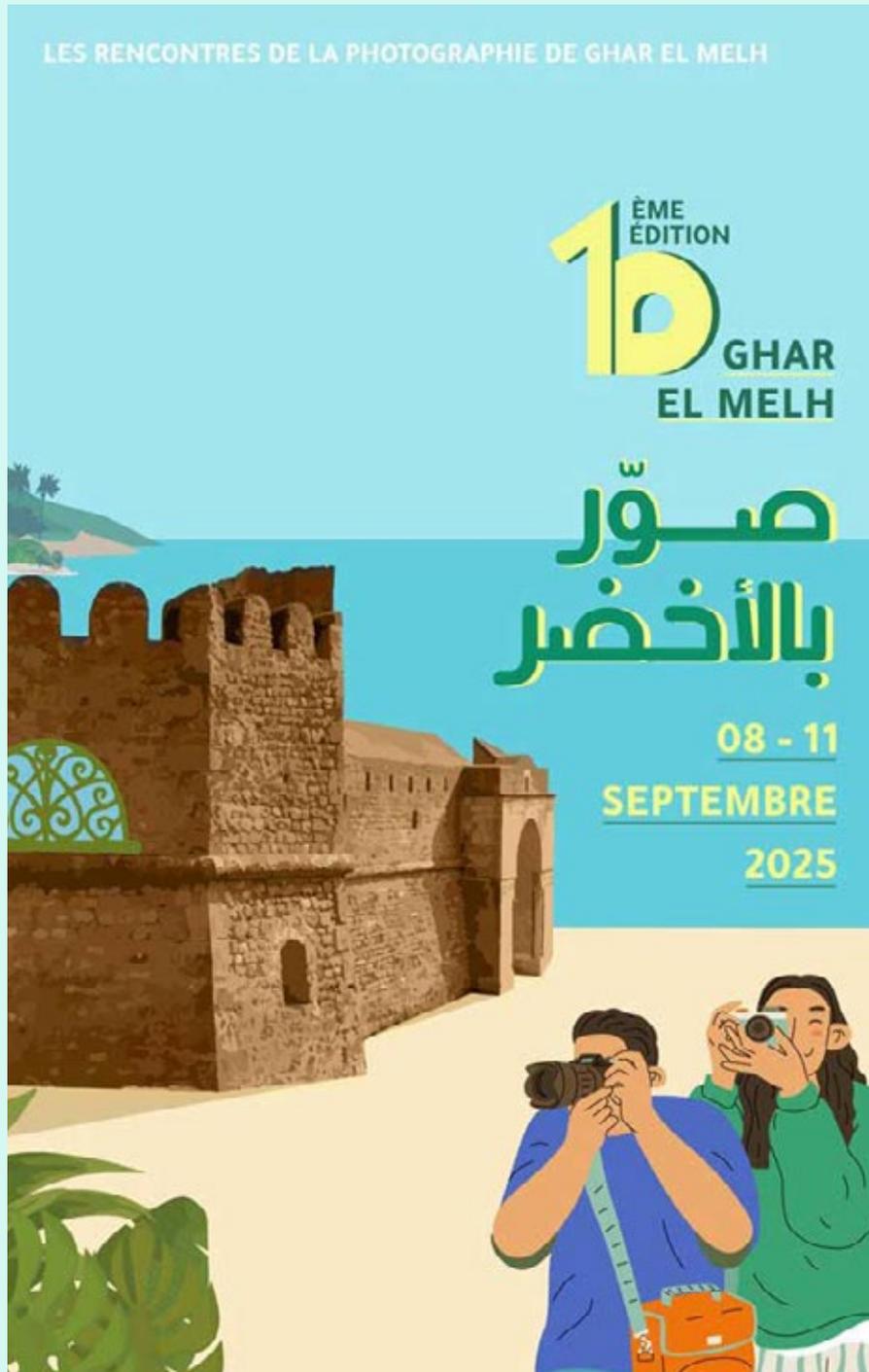
Zoom sur deux spectacles

Dans un témoignage recueilli par le correspondant de l'agence TAP à Hammamet, Abdelhamid Bouchnak, le maître d'œuvre du spectacle d'ouverture "Ragouj" Abdelhamid Bouchnak a affirmé qu'il tenait à s'aventurer dans une nouvelle forme artistique pour cette création, afin de faire naître "Ragouj Live", un spectacle mêlant musique, théâtre et chorégraphie. Une formule qui permet au public féru de la série ramadanesque de rencontrer directement les personnages et de plonger dans leur univers. Il a confié que ce projet, mûri au creux d'un désir intime, a pour ambition de resserrer les liens entre les personnages et les fans, afin de partager ensemble des moments de joie et de rêve.

De son côté, le metteur en scène de la pièce "Om El Bolden" (La Mère des pays), Hafedh Khalifa, a mentionné que son spectacle réunira 30 artistes, combinant jeu d'acteur, chorégraphie et musique live pour raconter la période hafsides de l'histoire tunisienne, marquée par la fondation d'un nouvel Etat sous Abou Zakaria al-Hafsi. Il a précisé que le spectacle ne s'enfonce pas dans l'aspect historique, mais qu'il s'inspire du passé pour parler du présent...

Photographie |

Ghar El Melh accueille la 10e édition des Rencontres internationales après 10 ans d'absence



Après une éclipse de dix ans depuis la dernière édition (la neuvième s'est tenue du 7 au 13 juin 2015), la 10ème édition des Rencontres internationales de la Photographie de Ghar El Melh signe son grand retour, du 8 au 11 septembre 2025, au fort ottoman Lazaret.

Organisé par l'Association Club Photo de Tunis, avec le soutien notamment de la Délégation de l'Union européenne en Tunisie et de l'équipe Europe, l'événement est parrainé par l'association ADERC, en partenariat avec la galerie Le 32BIS. Il proposera une exposition principale, une participation internationale, des masterclasses, des ateliers, ainsi que des activités récréatives.

Un programme d'animations riche et varié sera à la disposition des visiteurs, des passionnés et des participants au fort Lazaret et dans le village de Ghar El Melh : ateliers pour enfants, workshops, masterclasses, projections nocturnes, animations pour jeunes photographes, spectacles, etc.

Après Ghar El Melh, l'exposition

principale sera prolongée dans une galerie de la capitale, où sera présentée, en plus des œuvres de cette 10ème édition, une rétrospective des neuf éditions précédentes, depuis la toute première en 2003.

A cet effet, les photographes de tous horizons souhaitant exposer dans ce festival d'envergure internationale sont invités à soumettre leur candidature avant le 11 août 2025 à l'adresse rencontresdeghar elmelh@gmail.com. Le dossier doit comporter au minimum 15 photographies.

Ce retour est également marqué par un jumelage avec la campagne de la Délégation de l'Union européenne en Tunisie, "Sawer Bel Akhdhar" (Peins en vert), dédiée à la durabilité et à la lutte contre les changements climatiques.

Créées en 2003, les Rencontres de Ghar El Melh se sont tenues chaque année jusqu'en 2009, portées par l'engagement de quelques photographes bénévoles. Après une interruption de quatre ans, elles sont revenues avec deux éditions, les 8ème et 9ème en 2014 et 2015.

Seul grand rendez-vous culturel consacré à la photographie en Tunisie, cette manifestation se tient au fort ottoman du Lazaret, principal lieu d'exposition, qui héberge à chaque édition une trentaine d'expositions de photographes professionnels et amateurs, tunisiens et étrangers, couvrant diverses disciplines photographiques. Un catalogue est édité à chaque édition afin de garder une trace des expositions et des moments forts de chaque Rencontre.





Photo : Anis MILI

Musique classique |

L'Orchestre symphonique tunisien en tournée dans les grands festivals d'été 2025



Avec "La Nuit des Chefs", l'Orchestre symphonique tunisien sera en tournée estivale dans trois des festivals les plus prestigieux du pays à commencer par le Festival International de Hammamet (FIH), le 12 juillet 2025, enchaînant le 20 juillet au Festival International de Musique Symphonique "Les Nocturnes d'El Jem" et le 1er août 2025 au Festival International de Carthage (FIC).

Conçu et dirigé sous le signe de

la diversité artistique, le concert sera interprété sous la baguette de plusieurs chefs invités, venus de pays proches ou lointains. Sélectionnés pour l'excellence de leur parcours et la singularité de leur direction, ces chefs partagent tous une même passion pour la musique, ce langage universel propre à l'humanité. Chacun d'eux apportera sa propre lecture, sa touche personnelle, sa sensibilité et son énergie à une œuvre ou à un mouvement.

La présence de plusieurs chefs dans une même soirée constitue une invitation à redécouvrir l'orchestre comme un organisme capable de se transformer sous l'impulsion de mains différentes. Bien plus qu'une simple performance, ce concert se veut un véritable dialogue entre chefs, musiciens et spectateurs, dans une célébration de la richesse et de la diversité de l'interprétation musicale, sublimée par la participation des chœurs du Théâtre de l'Opéra de Tunis.

RADIO DIASPORA TUNISIA

**UN INVITÉ,
UN PARCOURS,
UNE RÉUSSITE
INSPIRANTE**

La voix
des talents tunisiens
à l'international



L'été en festivals |

FIFAK 2025, découvrez le programme et les dates clés du Festival international du film amateur



La 38e édition du Festival international du film amateur de Kélibia (FIFAK) se tiendra du 16 au 23 août 2025. Après une édition 2024 dédiée à "Save Gaza", cette nouvelle rencontre portera l'emblème puissant "Free Palestine", affirmant son engagement et sa solidarité, tout en conservant l'esthétique poétique qui caractérise le FIFAK depuis sa création en 1964.

Un Événement Majeur du Cinéma Amateur

Organisé par la Fédération

tunisienne des cinéastes amateurs (FTCA), avec le soutien du ministère des Affaires culturelles, du Centre national du cinéma et de l'image (CNCI) et en collaboration avec la municipalité de Kélibia, le festival invite les cinéastes amateurs et étudiants en cinéma du monde entier à soumettre leurs œuvres. Les inscriptions pour les participants étrangers seront clôturées le 15 juillet 2025, et le 28 juillet pour les participants tunisiens.

Chaque année, la ville côtière de Kélibia, située au Cap Bon,

devient un carrefour d'échanges et de découvertes. Le festival offre une plateforme unique où les jeunes talents peuvent présenter leurs dernières créations, principalement des courts-métrages, partager leurs expériences avec des pairs internationaux et rencontrer des professionnels reconnus du secteur cinématographique.

Une Programmation Riche et Diversifiée

Au-delà des compétitions nationales et internationales

(fiction, documentaire, animation, et film expérimental), le FIFAK propose une programmation foisonnante. Celle-ci inclut des séances spéciales consacrées à un pays ou à un cinéma invité, des projections de films pour enfants (courts et longs-métrages), des ateliers encadrés par des spécialistes tunisiens et étrangers, ainsi que des rencontres-débats enrichissantes. Une compétition nationale de scénario et de photographie complète également l'offre du festival.

Un Haut Lieu de Découverte et de Formation

Le FIFAK est reconnu comme la plus ancienne rencontre de jeunes cinéastes, d'associations tunisiennes de cinéma, d'étudiants, de professionnels et de cinéphiles. Au fil des années, il s'est imposé comme un tremplin essentiel pour de nombreux cinéastes et techniciens, contribuant à l'émergence de talents. Des figures emblématiques du cinéma, telles que Nanni Moretti, Diego Risquez, Sheila Graber, Ahmed Ben Kamila, Salma Baccar, Férid Boughedir ou Ridha Béhi, ont marqué de leur passage ce festival. Le regretté réalisateur égyptien Youssef Chahine, le critique français Alain Bergala, les cinéastes palestiniens Michel Khleifi et Rashid Masharawi, le cinéaste burkinabé Gaston Kaboré, et l'Argentin Pablo César, figurent

également parmi les invités de prestige qui ont honoré le festival de leur présence.

La FTCA : Un Pilier du Cinéma Amateur Tunisien

La Fédération tunisienne des cinéastes amateurs (FTCA), fondée en 1962 sous le nom d'Association des jeunes cinéastes tunisiens (AJCT), est une institution clé. Elle est devenue un véritable centre de formation, encadrant des générations de cinéastes. Aujourd'hui, elle compte plus de 320 adhérents répartis dans 23 clubs à travers le pays, leur offrant formation, encadrement et les moyens nécessaires à la réalisation de leurs films.

Depuis plus d'un demi-siècle, la FTCA produit en moyenne une vingtaine de films par an. Elle gère également un patrimoine cinématographique précieux de plus de 500 films (en 16 mm, Super 8 et vidéo), dont certaines œuvres sont signées par des cinéastes aujourd'hui célèbres. Le FIFAK, qu'elle organise chaque année, est considéré comme le premier festival du genre en Afrique et dans le monde arabe, soulignant son importance historique et culturelle.

**RADIO
DIASPORA
TUNISIA**



Dr. Lobna Karoui

Dr. Tawfik Jelassi

invité
**DR. TAWFIK
JELASSI**

La Diplomatie à l'Ère du
Digital Exponentiel

Dans notre spéciale série « Nos Ambassadeurs de l'Excellence », nous vous dévoilons le parcours inspirant de Dr. Tawfik Jelassi, Ancien Doyen de l'École internationale de management des Ponts et Chaussées, Ancien ministre Tunisien et depuis Juillet 2021, sous-directeur générale de communication et d'informations de UNESCO.





Trois actes sur la scène mondiale, en mode Mister W.

Le monde continue de tourner, parfois de travers. Voici ce que j'en retiens cette semaine.

● La claque positive

L'IA au chevet de la santé publique - L'intelligence artificielle sauve (aussi) des vies

Cette semaine, l'OMS a salué l'usage grandissant de l'intelligence artificielle dans la détection précoce des épidémies. Un rapport souligne comment des outils d'IA ont permis d'anticiper des résurgences de maladies infectieuses, parfois avant même les autorités sanitaires locales. L'exemple le plus frappant ? Une alerte émise au Kenya qui a évité une flambée de choléra. Derrière ces prouesses : le croisement des données climatiques, sanitaires et comportementales en temps réel. Un progrès qui montre que l'IA ne se limite pas aux robots conversationnels ou aux voitures sans volant.

Comme quoi, toutes les intelligences ne sont pas artificielles... certaines sont même utiles.

● Panique à bord

Coup de chaud planétaire - Températures records, cerveaux en surchauffe

L'OMM l'a confirmé : la planète a connu son mois de juin le plus chaud jamais enregistré, et juillet est bien parti pour lui emboîter le pas. Conséquences en série : incendies au Canada, coupures d'électricité aux États-Unis, villes invivables en Europe du Sud. Pendant ce temps, les négociations climatiques patinent, à l'image de la COP spéciale convoquée à la hâte à Abu Dhabi qui n'a débouché sur... rien, sinon des communiqués vagues.

Les experts sonnent l'alarme, mais les décideurs jouent la montre. Résultat : la planète crame, mais le calendrier politique reste, lui, au frais.

On finira peut-être par s'adapter... à vivre dans un sauna.

● L'absurde en action

Brexit, saison 12 épisode 1489

Pendant que le monde brûle, le Royaume-Uni persiste à se débattre dans ses absurdités post-Brexit. Dernier épisode : des files d'attente interminables à Calais, causées par la mise en place d'un nouveau système de contrôle biométrique... qui ne fonctionne pas. Résultat : des heures de blocage, des touristes furieux, et une presse britannique qui feint la surprise. Tout ça pour des tampons qu'on voulait absolument récupérer sur nos passeports bleus.

Le Royaume-Uni découvre, à ses dépens, que l'indépendance bureaucratique peut vite tourner à la farce.

« Take back control », qu'ils disaient... Mais personne n'a précisé de quoi.

« La semaine prochaine, on reparlera peut-être d'humains raisonnables... mais ne rêvons pas trop. » MISTER W.

Les festivals d'été à l'ère de l'IA |

Une révolution discrète mais profonde



Alors que les températures montent et que les soirées s'allongent, la Tunisie s'apprête, comme chaque année, à vibrer au rythme de ses **festivals d'été**. Du Carthage International Festival aux Journées Musicales de Carthage, ces rendez-vous culturels sont l'âme de nos étés. Mais derrière les scènes illuminées et les foules en liesse, une révolution silencieuse est en marche : celle de l'**intelligence artificielle**.

Loin des clichés de robots musiciens ou d'hologrammes en concert, l'IA s'immisce dans l'organisation et l'expérience des festivals de manière plus subtile, mais ô combien efficace. Oubliez les longues files d'attente et les informations éparses. Aujourd'hui, l'IA est le chef d'orchestre invisible qui fluidifie chaque étape, de la planification à la post-production.

Prenons la **programmation**. Autrefois un exercice intuitif, il

est désormais épaulé par des algorithmes. En analysant les données des années précédentes – fréquentation, préférences du public – l'IA peut suggérer des lineups optimisés, anticipant les tendances et maximisant l'attrait de chaque soirée. Elle peut même aider à identifier de nouveaux talents.

Une fois la programmation établie, la **gestion logistique** entre en scène. L'IA excelle dans l'optimisation des flux. De la

gestion des stocks à la planification des équipes de sécurité, en passant par la prévision des besoins en personnel, elle permet de minimiser les gaspillages et d'assurer une expérience plus fluide. Des capteurs intelligents peuvent surveiller les zones d'affluence et alerter en cas de surcharge, garantissant ainsi la sécurité.

Mais c'est sans doute dans l'**expérience du public** que l'IA déploie son plein potentiel. Des applications mobiles intelligentes, alimentées par l'IA, peuvent désormais proposer des itinéraires personnalisés en fonction des préférences musicales de chacun, recommander des spectacles à ne pas manquer, et même guider vers le stand de nourriture le moins bondé. Les chatbots répondent

instantanément aux questions des festivaliers.

L'**engagement** ne s'arrête pas à la sortie du festival. L'IA permet de prolonger l'expérience en ligne. En analysant les interactions sur les réseaux sociaux, elle aide les organisateurs à comprendre ce qui a plu, à identifier les moments forts et à recueillir des retours précieux pour les éditions futures. Des contenus personnalisés peuvent être envoyés aux participants, maintenant ainsi le lien jusqu'à l'année suivante.

Bien sûr, l'intégration de l'IA soulève des questions éthiques. La **personnalisation** poussée pourrait-elle enfermer le public dans une bulle algorithmique ? La **collecte de données** ne risque-t-elle pas de porter atteinte à la vie

privée ? Ce sont des défis auxquels les organisateurs doivent faire face avec éthique et transparence. En Tunisie, l'adoption de l'IA est une opportunité formidable de moderniser ces événements sans en perdre l'âme. Il ne s'agit pas de remplacer l'humain par la machine, mais bien d'utiliser la technologie comme un catalyseur pour magnifier l'art, optimiser l'organisation et enrichir l'expérience de chacun. Les festivals d'été de 2025 sont peut-être les premiers témoins d'une ère où la magie de la musique et du spectacle se marie harmonieusement avec la puissance de l'intelligence artificielle, promettant des éditions toujours plus innovantes et mémorables.



LES 3 DE LA SEMAINE DE MISTER W.

SEMAINE DU 7 AU 13 JUILLET 2025 - MONDE

Pendant que certains bronzent, d'autres transpirent pour de vrai...

By ChatGPT

LA CLARUE POSITIVE

Et l'IA crea...
la prevention

ALERTE
CHOLERA
ANTICIPEE

Comme quoi, toutes
les intelligences ne sont
pas artificielles.. certaines
sauvent meme des vies.

LA PANIQUE À BORD

Le thermometre a fondu...
pas les neurones

Le monde crame,
les reunions continuet...
Heureusement, la
clim fonctionne.

OUI L'ABSURDE EN ACTION

Brexit, toujours plus
fort

COP
D'ABU DHABI

Le monde crame,
les reunions continuent...
Heureusement la clim

BREXIT, TOUJOURS PLUS FORT

Brexit, toujours
plus fort

SIISTEME
BIOME TRIQUE
INDISRENTTELE
VEHILLE
PATENTER
=LONGTENPS.

Take back control,
gu ils disaient...
Mais pas des files d attente.

Coup de soleil sur le commerce d'été



Je me suis toujours demandé pourquoi la saison chaude est synonyme de repos et vacances, avec ses corollaires de farniente et de surconsommation.... Et si on décalait les grandes vacances scolaires pendant l'automne, saison qui tombe juste après les grands labeurs qui suivent en général les opérations de moisson, vendanges et récoltes.

Là, le repos aurait un autre sens. Les champs seront déjà labourés, les céréales dans les silos, les

olives aux pressoirs, ...et on peut marier allégrement les célibataires tant qu'on peut. Imaginez un peu des vacances où les nuits seront encore plus longues, et où les siestes sans sirocco infernal, et où les prix seraient plus abordables car les stocks régulateurs à leur niveau maxi... cela fait rêver n'est-ce pas ?

Mais les choses étant ce qu'elles sont, l'été continuera à être la grande saison du commerce ... et aussi de tous les excès. Il y

fait très chaud sous nos cieux et c'est la grande « Missra » des commerçants et tous ceux qui prétendent l'être. D'ailleurs, c'est pendant la saison estivale que les vocations se dévoilent... Tout devient commerce et « Business »... tout ce qui se vend, s'achète... et réciproquement. Et malgré l'abondance des produits de consommation sur les marchés, l'offre serait toujours dépassée par la demande. D'où la prospérité des circuits parallèles et autres commerces au noir.

Ceci trouve son explication dans le premier principe du commerce d'été, connu par les gens du métier: Tout pouvoir d'achat soumis à une température supérieur à 30°C ne peut résister à l'augmentation.

L'été, tout le monde a droit de citer dans la société de consommation. A coup de réclame et de promotion, il y en a pour toutes les bourses... les produits de luxe d'hier sont devenus des produits de grande consommation aujourd'hui... Il n'y a qu'à voir l'engouement pour les climatiseurs... est-ce l'effet du réchauffement de la planète ou du pouvoir d'achat ?

Une autre question qui se pose: est-ce que tous ces produits énergétivores se vendent avec les garanties et informations qu'il faut ? Lorsqu'on voit le nombre de marques et sous-marques exposés comme des pastèques sur les trottoirs... et tous ces gens qui s'improvisent vendeurs et/ou installateurs de climatiseurs. Il y a de quoi se perdre. Peu importe combien ces appareils consomment et si leurs branchements chez les consommateurs sont conformes aux exigences de sécurité, du moment qu'ils produisent du froid!

Et enfin, quel contrôle exercent les pouvoirs publics sur ces prestataires de services ? Quelles normes et éthique régissent des métiers qui touchent à la sécurité des citoyens tels que électriciens, plombiers, installateurs ?

Mais passons, puisque le plus important l'été, c'est de préserver l'esprit de fête. Une sorte d'ivresse collective balisée par les mariages, les festivals, les soirées entre amis...etc. Du coup, on a le temps de ne rien faire... ou plutôt de se laisser faire.

A suivre ...

*Par Bouzeidoun
(18 août 2005)*



H O R S - S É R I E

Collection

RADIO DIASPORA TUNISIA

*the voices of
the diaspora*



in partnership with



MyBIATCorporate

Conçue avec vous, pour vous

— Pour ceux qui savent que la maîtrise est la clé de la réussite

MyBIATCorporate est la nouvelle offre digitale conçue **sur mesure** pour répondre aux besoins des entreprises et des Groupes d'affaires.

Parfaitement sécurisée, **MyBIATCorporate** est une offre évolutive continuellement enrichie par de nouvelles fonctionnalités inspirées aussi bien par notre clientèle Entreprises que par les meilleures pratiques internationales.

www.mybiat-corporate.tn



Disponible sur App Store, Playstore et Huawei AppGallery



Engagés
avec vous

BIAT



C'EST UNE MG!

ALL NEW

ZS HEV

